

IL SAKONG

Président de l'Institute for Global Economics, ancien ministre des Finances, République de Corée

Virginie ROBERT, chef du service international, *Les Echos*

J'aimerais me tourner vers M. SaKong, qui a été l'un des sherpas du G20. Pensez-vous qu'il y a besoin d'une réforme, pour un meilleur alignement, comme vient de le dire M. Lipsky ?

IL Sakong, président de l'Institute for Global Economics, ancien ministre des Finances, République de Corée

Le problème doit être placé dans une perspective plus vaste du système actuel de gouvernance mondiale. L'ordre économique post-Seconde Guerre mondiale, tel que nous le connaissons, était basé sur le schéma institutionnel du GATT, maintenant OMC, et des institutions de Bretton Woods. Les Etats-Unis ont joué un rôle primordial dans la mise en place de ces institutions et la préservation de l'ordre mondial. Une chose importante à préciser sur ce sujet, c'est que les Etats-Unis avaient à la fois l'accessibilité et les encouragements, que ce soit d'un point de vue économique ou dans les problèmes de sécurité. Donc les Etats-Unis étaient parfois partants pour offrir des « paiements latéraux » à des pays membres pour qu'ils respectent les règles internationales. Le plan Marshall et le plan Dodge en sont de bons exemples.

Cependant, dans les années 70 et 80, la situation économique intérieure des Etats-Unis et la constellation des puissances économiques mondiales ont changé pour rendre le monde multipolaire voire sans pôle. Par conséquent, la prise de décision pour la communauté mondiale est devenue plus difficile. Le G5 et le G7 ont donc été fondés de façon informelle et ont produit des arrangements ad hoc, comme les accords du Plaza et les accords du Louvre. Après la crise mondiale de 2007/2008, les dirigeants mondiaux ont senti que le G7 n'était pas assez représentatif et crédible, donc ils ont lancé le G20. Le G20 n'avait pas vocation à être une institution mondiale formelle, c'était un « comité de direction » informel pour ainsi dire, pour que le monde puisse exercer une direction collective des affaires économiques internationales.

Dans tous les cas, il n'est pas là pour remplacer les institutions mondiales formelles, mais juste pour servir de comité de navigation informelle. A l'heure actuelle, les institutions de Bretton Woods ne reflètent pas la constellation des puissances économiques mondiales. Donc les leaders du G20 à Séoul en 2010 se sont mis d'accord pour réformer de façon substantielle les institutions de Bretton Woods, en particulier le FMI, avec un changement historique de 6 % de quota des pays surreprésentés aux pays sous-représentés. Malheureusement, cette mise en place a été stoppée par le Congrès américain.

Ce dont la communauté mondiale a besoin, c'est de faire du G20 un forum collectif dirigeant viable. Le monde a besoin de biens publics mondiaux, c'est-à-dire de stabilité financière et d'un environnement de libre échange pour sa croissance équilibrée et durable. Dans cette optique, le rôle du G20 est très important.

Evidemment, le G20 doit travailler en étroite collaboration avec le FMI et les autres institutions multilatérales existantes en les rendant plus crédibles et légitimes. Nous devons, par tous les moyens, établir un nouvel ordre mondial qui sera plus propice à la croissance et à la prospérité mondiales constantes. Dans ce but, le G20 doit jouer un rôle approprié. Je suis personnellement assez déçu par les performances récentes du G20.

Virginie ROBERT, chef du service international, *Les Echos*

Cependant, il est quasiment impossible, comme vous l'avez dit, de réformer le FMI à l'heure actuelle pour des raisons politiques, donc quand nous voyons la Chine créer de nouvelles banques avec les BRICS ou plus récemment avec l'AIB, les voyez-vous comme des institutions rivales de celles de Bretton Woods ?

IL Sakong, président de l'Institute for Global Economics, ancien ministre des Finances, République de Corée

Personnellement, je ne vois pas l'AIB comme une institution rivale des institutions de Bretton Woods.

Virginie ROBERT, chef du service international, *Les Echos*

Qu'est-ce que c'est, dans ce cas ?

IL Sakong, président de l'Institute for Global Economics, ancien ministre des Finances, République de Corée

J'espère juste que ça ne sera pas le cas. En fait, cela ne devrait pas être le cas. D'ailleurs, l'AIB est dirigée vers les investissements en infrastructures et le rôle du FMI est plus dans les questions de macroéconomie et de politique monétaire et fiscale. Selon McKinsey, le monde a besoin de 57 billions de dollars d'investissements en infrastructures. L'AIB, avec sa capitalisation attendue de 100 milliards de dollars, et la Banque mondiale ensemble ne suffisent pas pour répondre à l'immense demande d'investissement en infrastructure. Donc l'initiation de l'AIB est une bonne chose pour la communauté mondiale, tant que cette institution est vouée à devenir complémentaire et supplémentaire à des institutions existantes comme la Banque mondiale et la BAD.

D'ailleurs, les 57 billions de dollars estimés par McKinsey ne sont pas basés sur des études de faisabilité ou de rentabilité. En fait, la demande effective pourrait être bien inférieure. Par conséquent, le rôle de l'AIB n'est pas limité au financement, mais devrait inclure des études de faisabilité, des identifications de projets, etc. Pour cela, l'AIB devrait travailler en coopération avec la Banque mondiale et la BAD qui ont accumulé énormément de connaissances et de savoir-faire. Pour réussir, l'AIB doit donc collaborer avec eux. C'est pourquoi je ne pense pas qu'on puisse la voir comme une rivale des institutions de Bretton Woods et autres.

Virginie ROBERT, chef du service international, *Les Echos*

C'est une vision très positive, car certains ont dit que c'était une façon pour la Chine de créer de nouvelles organisations dans des domaines où elle n'avait pas suffisamment d'espace auparavant, et qu'elles pourront se développer alors que les nôtres périclitent.

IL Sakong, président de l'Institute for Global Economics, ancien ministre des Finances, République de Corée

Je pense aussi que la Chine a des ambitions stratégiques mondiales et je les vois bien aussi. Cependant, leur complétion est prévue à plus long terme. Sur la base des taux de change d'aujourd'hui, la Chine représente 15 % de l'économie mondiale alors que les Etats-Unis sont à 25 %. Mais la Chine n'a que 4 % du quota du FMI environ, et les Etats-Unis environ 18 %. Ce qui doit être fait maintenant, c'est rendre les institutions multilatérales existantes plus représentatives et légitimes. Un quota et une voix chinoise plus importants dans les institutions de Bretton Woods est une évolution inévitable et c'est ce que la Chine veut, évidemment. Voici comment je vois les choses.